

Des voix: Continuez.

M. Gillies: On ne peut compter contrôler les prix, dans une période d'inflation, lorsque toute concurrence fait défaut. C'est impossible. Il nous faut une politique des revenus. Jamais je n'ai rien entendu de pareil à ce que le premier ministre a dit hier à propos des effets de la politique des revenus sur les groupes à faibles revenus. La seule chose que j'aie entendue qui fût plus outrageuse, c'est l'allégation que le NPD n'appuyait pas le rapport Carter sur la réforme fiscale. Il n'y a nulle part le moindre soupçon de preuve qui permette de dire qu'une politique des revenus œuvre contre les gens à faibles revenus. Comment le premier ministre qui dirige un gouvernement qui a dépouillé le peuple canadien de 10 p. 100 de ses revenus l'année dernière, peut-il s'opposer à une politique des revenus en laissant entendre que cette mesure frapperait durement les groupes à faibles revenus. Cette proposition est absolument outrageuse.

● (1240)

Le fait est que l'inflation est catastrophique pour les gens à faibles revenus. Avec l'inflation, les revenus ne passent pas des groupes à revenus élevés aux groupes à faibles revenus; ils passent des groupes à faibles revenus aux groupes à revenus élevés. L'inflation mine le pouvoir d'achat de la classe moyenne et des gens à faibles revenus, et essayer de faire croire pour des raisons politiques, qu'une politique des revenus va frapper les gens à faibles revenus est absolument ridicule.

M. Alexander: C'est irresponsable.

M. Gillies: Cela n'a pas de sens. Si nous n'établissons pas une politique des revenus, ces gens seront gravement lésés dans notre pays. En fait, ils le sont déjà.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je dois savoir s'il y a consentement unanime pour que le député puisse poursuivre.

Une voix: Deux minutes.

M. l'Orateur: Permettez-moi de rappeler au député et à la Chambre que la présidence devra donner la parole à au moins deux autres orateurs avant que les députés ne soient appelés à se prononcer. Il s'agirait, en l'occurrence, du député de Shefford (M. Rondeau) et du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald). Le temps presse.

M. Gillies: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Cette question me tient particulièrement à cœur. Je terminerai en disant que la Chambre ne peut permettre que l'inflation s'aggrave. Nous ne pouvons la laisser s'aggraver. Nous pourrions prendre des mesures visant à juguler l'inflation dans notre pays. Nous ne sommes pas à la merci des caprices internationaux dans ce domaine. J'espère que si les députés ont conscience de la situation que connaissent leurs commettants et qu'ils désirent vraiment représenter la population du Canada, ils voteront en faveur de l'amendement proposé par le chef de l'opposition.

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, ayant lu et relu le discours du trône où l'on annonce plusieurs mesures législatives, et étant donné cette liste de mesures, nous ne pouvons actuellement juger de leur valeur, parce que nous ignorons encore leur contenu et nous ne pouvons pas dire si elles résoudre les problèmes actuels du Canada.

L'Adresse—M. Rondeau

Je limiterai mes remarques à la situation économique qui existe actuellement au Canada, et non à de quelconques mesures. Je voudrais aussi, monsieur le président, appuyer mon collègue, l'honorable député de Lotbinière (M. Fortin), qui a proposé un sous-amendement à la Chambre, hier.

Monsieur le président, étant donné la confusion quasi totale que nous connaissons actuellement au Canada et qui fait que tous les Canadiens, avec raison d'ailleurs, ne savent plus où ils vont, tous se posent la même question: Où allons-nous? Qu'arrivera-t-il étant donné la montée des prix que nous connaissons? Qu'arrivera-t-il étant donné l'inflation que le gouvernement avait pourtant promis de mater? Aujourd'hui, nous constatons son lamentable fiasco. Il n'a fait que jeter plus d'essence sur cette flambée inflationniste. L'inflation actuelle réjouit le socialiste qui voit tous les individus réduits au même rang, soit celui des pauvres, car l'inflation a réduit ceux qui possèdent au même rang que les dépossédés.

Dimanche soir dernier, j'écoutais le très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau) sur les ondes de la Société Radio-Canada, alors qu'il était interrogé par un socialiste reconnu, M. André Payette, ancien époux d'une fonctionnaire de la Société Radio-Canada, et qui reçoit un salaire de plus de \$75,000 par année. M. André Payette demandait alors au très honorable premier ministre quels étaient ses objectifs immédiats pour l'année 1974. Le premier ministre répondit qu'il voulait voir disparaître les inégalités sociales.

Monsieur le président, il n'y a pas de meilleurs moyens pour faire disparaître les inégalités sociales au Canada que l'inflation que nous connaissons actuellement. A cause de l'inflation, les inégalités sociales vont disparaître, car elle dépossédera tout le monde, et il n'existera plus d'inégalités sociales, parce que tout le monde sera au même rang, à savoir celui des dépossédés par l'État et possédés par le monopoles et la finance.

Voilà pourquoi le très honorable premier ministre a déclaré qu'il ne pouvait pas réduire l'inflation, premièrement, parce qu'il est le serviteur de ceux qui ont créé l'inflation, et, deuxièmement, parce qu'il souhaite l'égalité de tous par la disparition des inégalités sociales et que, pour lui, le meilleur moyen d'atteindre le socialisme, c'est de laisser l'inflation déposséder tout le monde.

Qu'arrivera-t-il de la crise artificiellement créée de l'énergie? Le gouvernement fédéral, comme solution, versera 400 millions de dollars aux sociétés multinationales qui ont créé cette crise artificielle.

● (1250)

Sous le faux prétexte de l'existence d'une rareté, les monopoles multinationaux de l'essence et de l'huile réaliseront au cours de l'année 1974 les plus gros profits de leur histoire, alors qu'en même temps, les pétroliers chargés à pleine capacité ne peuvent décharger leur cargaison dans le port de New-York parce que les réservoirs sont pleins, et que les gouvernements à la solde des sociétés multinationales chantent le faux chant de la rareté artificielle.

Qu'arrivera-t-il, monsieur le président, à nos épargnes qui fondent comme du beurre dans le poêlon de l'inflation? Qu'arrivera-t-il de cette rareté de matériaux divers qui se fait de plus en plus aiguë, parce que notre système de production est victime du cancer de la finance et des tentacules de la finance, les monopoles? Qu'arrivera-t-il au mois d'avril et de mai alors que les agriculteurs devront emprunter aux banques à un taux d'intérêt de 12½ p. 100 pour acheter des graines de semence dont les prix varie-